

# PRÉFACE À ALAIN GAUVIN, Crise financière. Et la « veuve de Carpentras » dans tout ça ?

19 DÉCEMBRE 2011 PAR PAUL JORION | 

*J'ai rédigé une préface pour le nouveau livre d'Alain Gauvin, dont plusieurs billets ont été publiés ici. Crise financière. Et la « veuve de Carpentras » dans tout ça ?, Éditions Milleli 2011.*

José d'Acosta est né en 1539 et mort en 1600. Missionnaire jésuite, il vécut au Pérou de 1569 à 1585 ; il demeura alors trois ans au Mexique, où il étudia la culture aztèque. Décontenancé par l'abominable cruauté de celle-ci, il s'interrogeait : « Quelle signification assigner au spectacle qui se déroule sous mes yeux ? », jusqu'à ce qu'un jour, l'illumination se fasse : « Dieu, se dit-il, a mis en scène cet odieux spectacle pour que nous puissions nous représenter ce qu'est un monde dont il est absent ».

Cette anecdote m'est revenue à l'esprit en lisant le livre que vous vous apprêtez à lire. J'aimerais pouvoir faire comme d'Acosta : attribuer un sens aux comportements décrits, en les exilant dans un « enfer » comme celui des bibliothèques, en les qualifiant de « contes qui nous sont parvenus de la préhistoire ». Hélas, il s'agit bien du monde où nous vivons encore, et le spectacle qui s'offre à nos yeux pour notre édification est celui d'un univers que le Droit comme on le comprenait autrefois : le versant pratique de l'éthique, a désormais déserté. À sa place : une loi de la jungle, encore appelée « loi du marché ».

Le livre d'Alain Gauvin explore cette jungle où, et comme son titre l'indique, il nous est donné de voir les veuves de Carpentras du monde entier mobilisées dans une tâche collective pour laquelle elles n'étaient sûrement pas préparées : mettre leurs économies en garantie des excès de Wall Street – sans en avoir été prévenues, bien entendu.

Que nous révèlent ces symptômes, de la santé du système économique dans son ensemble ? Les années qui précédèrent de peu la Révolution Française nous avaient conviés au spectacle d'un pays où le risque systémique s'était généralisé, conséquence d'une incohérence des institutions telle qu'un point de rupture avait été atteint. La richesse foncière s'était à ce point concentrée entre les mains de l'aristocratie que la machine économique grippait. Deux cents vingt-ans plus tard, une aristocratie dont le pouvoir est fondé cette fois sur l'argent est la cause d'une panne similaire.

Faisant preuve d'un esprit caustique que le lecteur ne manquera pas d'apprécier, Alain Gauvin brandit la lanterne de la clarté juridique pour éclairer le spectacle de l'incohérence du monde financier : prétendument réglé au niveau des nations par une infinité de mesurètes tatillonnes mais dénuées de principes, alors qu'il est mondial, zélateur de la concurrence parfaite alors que celle-ci est hors d'atteinte, adorateur de la transparence alors que seul le délit d'initié assure un authentique profit, censé être rationnel enfin, mais ravagé en réalité par le conflit d'intérêts.

L'image de l'État sort-elle pour autant grandie de notre périple au musée des horreurs ? Nullement hélas : le législateur est misérablement à la traîne, incapable qu'il est d'offrir une définition à des notions pourtant claires aux yeux de tout un chacun, comme la propriété privée, la monnaie ou la spéculation. Pire : les gouvernants dénoncent certaines pratiques comme la spéculation, pour en faire ensuite l'ordinaire du fonctionnement de l'État, ou bien autorisent – comme vous aurez l'occasion de le lire – la création de produits assurantiels, conçus pour propager... le risque systémique !

L'aboutissement de tant de cynisme, nous le connaissons : un monde qui ferait frémir d'Acosta de retour du Mexique.

Que pourrions-nous espérer à la place ? D'abord, une remise à plat, bien entendu, où les définitions seraient rédigées par ceux qui comprennent ce dont ils parlent, plutôt que, comme aujourd'hui, par les mercenaires d'une énorme machine de propagande.

Ensuite, un audit exhaustif du monde financier, qui en capture la nature au niveau où il fonctionne, c'est-à-dire « mondial », plutôt qu'au niveau national où il est insaisissable et où, nous le savons d'avance, la conclusion de toute réflexion est immanquablement la même : « Il faudrait en effet prendre telle et telle mesure. Mais si nous les prenons et comme il y a de l'argent à faire, nos voisins eux s'en abstiendront soigneusement. Aussi, oublions toute l'affaire ! ».

Enfin, une grande remise en ordre, comme un nettoyage de printemps, fondée sur de véritables principes directeurs, dans l'esprit d'une authentique « Constitution pour l'économie » qui nous fait aujourd'hui si cruellement défaut.